



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# REVUE NATIONALE STRATÉGIQUE 2025



## 1. Le contexte stratégique en 2025

Depuis le début de la guerre d'agression qu'elle mène en Ukraine, la Russie a multiplié les actions hostiles d'intimidation, les cyberattaques, les sabotages, l'espionnage, les manipulations d'informations à l'encontre de la France et de ses partenaires européens. La menace russe est désormais sans équivalent pour nos intérêts et ceux de nos alliés et partenaires. **D'ici 2030, la principale menace pour la France et les pays européens est désormais celle d'une guerre ouverte contre le cœur de l'Europe**, impliquant un engagement majeur de nos armées en dehors du territoire national qui s'accompagnerait, en parallèle, d'une augmentation massive des attaques hybrides sur notre sol et contre nos intérêts dans le monde.



Dans ce cadre, l'OTAN reste la seule organisation en mesure de faire face collectivement à un conflit majeur sur le continent. Le recentrage américain sur l'Indopacifique doit toutefois amener les pays européens à envisager ce scénario avec la possibilité d'un soutien américain fortement réduit. Pour ce faire, ils doivent développer une capacité d'action autonome et renforcer leur souveraineté dans tous les domaines. La France, seul État membre de l'Union européenne doté de l'arme nucléaire a un rôle particulier à y jouer. Elle doit notamment être un des acteurs majeurs de la matérialisation d'un pilier européen de défense au sein de l'Alliance atlantique.

La revue nationale stratégique (RNS 2025) prend en compte ce contexte : la France et ses partenaires européens doivent être capables de mieux se défendre et de dissuader la Russie de mener une nouvelle agression sur le continent.

La RNS 2025 intègre également les enjeux et défis de défense et de sécurité posés par d'autres acteurs étatiques.

Au Moyen-Orient, le risque sécuritaire posé par **l'Iran** constitue le principal défi stratégique pour la région, mais aussi pour la France et ses partenaires européens. La guerre régionale déclenchée le 7 octobre 2023 par les attaques terroristes du Hamas, l'affrontement direct entre Israël et l'Iran et l'absence de règlement politique des différentes crises, en particulier du conflit israélo-palestinien, renforcent le risque permanent d'une guerre régionale massive touchant directement nos intérêts.



La **Chine** affiche l'objectif de devenir la première puissance mondiale en 2049. La rivalité qui en découle avec les États-Unis se concrétise à l'échelle mondiale par l'activisme de Pékin dans les domaines diplomatique, économique, militaire, technologique et informationnel.

La multiplication possible des théâtres de crise dans la zone indopacifique oblige la France à maintenir des capacités d'action suffisantes pour préserver ses intérêts (populations et territoires ultramarins, partenariats). Le développement par la **Corée du Nord** de ses armes nucléaires, avec le probable soutien technologique de la Russie, contribue à cette instabilité.

Sur le continent africain, notamment en **Afrique sub-saharienne**, la compétition généralisée entre puissances, l'activité prédatrice et déstabilisatrice de la Russie et d'autres États, ainsi que la multiplication des foyers de crise locaux représentent des menaces majeures pour les intérêts français et européens.

Les liens qui se resserrent entre la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord augmentent le risque de propagation des conflits dans le monde.

La RNS 2025 présente une approche de défense et de sécurité nationale globale qui mobilise l'État dans son ensemble et implique toute la Nation.

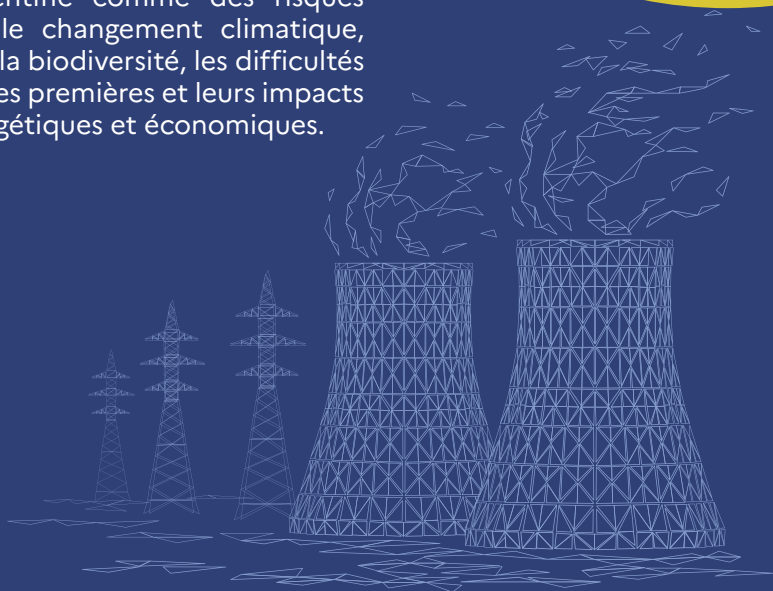


Sur le territoire national, le retour de la menace djihadiste et le développement de la criminalité organisée (en particulier du narcotrafic) constituent des facteurs de déstabilisation. Les attaques cybercriminelles touchent désormais tous les pans de la société : hôpitaux, collectivités territoriales, entreprises et citoyens. Ces menaces peuvent porter atteinte tant à l'économie qu'à la cohésion nationale.

Les phénomènes de contestation violente de toutes natures se multiplient et favorisent le communautarisme et les velléités insurrectionnelles, voire séparatistes. Les troubles à l'ordre public, sabotages et destructions de biens affectent la tranquillité et la paix publiques et remettent en question l'autorité et les valeurs de la République.

En parallèle, les stratégies agressives d'attaques hybrides de nos concurrents, qui se sont multipliées depuis 2022, visent à fragiliser la cohésion nationale et à affaiblir notre modèle de société.

La RNS 2025 identifie comme des risques de premier plan le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité, les difficultés d'accès aux matières premières et leurs impacts sur les enjeux énergétiques et économiques.



Face à ces risques et menaces, il est indispensable de renforcer la résilience de la France et la capacité de mobiliser la Nation tout entière en cas de besoin. Un effort particulier de sensibilisation de la jeunesse aux enjeux de la défense et de la sécurité nationale doit être consenti.

La **résilience** se définit comme la volonté et l'aptitude du pays à résister aux conséquences d'une agression ou d'une catastrophe majeure, puis à rétablir rapidement sa capacité de fonctionner. Elle implique non seulement les pouvoirs publics mais la société tout entière.



## 2. Une ambition 2030 actualisée

Dans la RNS 2025, la France affiche son ambition d'être armée matériellement et moralement en 2030, pour faire face et gagner, avec ses alliés et partenaires, une guerre majeure de haute intensité dans le cœur de l'Europe. Elle est également en mesure de gérer les conséquences d'actions déstabilisatrices qui se produiront sur le territoire national.

Pour ce faire, grâce à son modèle d'armée, ses capacités d'action et d'influence souveraines, **la France agit selon les quatre priorités suivantes :**

I

**Protéger et défendre** le territoire hexagonal et ultramarin, la population et les ressortissants français.

Cette action repose sur :

- une dissuasion nucléaire indépendante, crédible et cohérente, clé de voûte de la politique de défense de la France et des armées conventionnelles robustes ;
- une posture de défense adaptée selon les menaces, impliquant les forces de sécurité intérieure, pour protéger en permanence les personnes, les biens, les ressources et l'environnement ;



- une sécurité économique, technologique, scientifique, industrielle renforcée, y compris à l'échelle européenne, par des outils financiers et des programmes communs simplifiés ;
- une mobilisation de toute la société, unie, résiliente et impliquée dans la défense.

## II

**Défendre l'Europe, y compris par sa dissuasion nucléaire.** Dans ce cadre, la France dispose de la capacité de s'engager dans une guerre de haute intensité, si nécessaire en tant que Nation-cadre au sein d'une coalition de l'OTAN ou de circonstance. Il s'agit également de contribuer à la stabilité du voisinage de l'Union européenne. A ce titre, elle encourage le processus d'intégration de l'Ukraine, de la Moldavie et des autres pays candidats, et développe un agenda ambitieux avec les pays de la rive sud de la Méditerranée.

## III

**Garantir sa sécurité, la défense de ses intérêts et celle de ses alliés extra-européens,** dans le cadre de partenariats renouvelés, dans une zone allant du Golfe de Guinée à l'océan Indien, en passant par la Corne de l'Afrique.

## IV

**Contribuer à la stabilité de la région indopacifique,** par une présence renforcée dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer, par des opérations de projection depuis l'Hexagone et avec ses partenaires. La France dispose pour cela d'un réseau de points d'appui renforcés.

La France agit avec ses partenaires pour la sécurité des espaces communs (cyber, spatial, fonds marins, espaces aériens et maritimes, zones polaires) et des voies d'approvisionnement, en particulier à destination des territoires ultramarins en raison de leur importance stratégique pour la défense et la sécurité nationale.

### 3. Onze objectifs stratégiques issus de cette ambition

1

Le premier objectif stratégique est de disposer d'une **dissuasion nucléaire crédible, indépendante et souveraine**, clé de voûte de notre politique de défense, pour assurer la protection de nos intérêts vitaux dont la dimension européenne a été réaffirmée par le Président de la République. Cette crédibilité, à la fois politique, opérationnelle et technique, se fonde sur deux composantes stratégiques aéroportée et océanique, dont le renouvellement a été décidé par le Président de la République.

La France entend **garantir sa résilience**, dans l'Hexagone comme en outre-mer. Elle doit pouvoir faire face de manière simultanée, à des crises intérieures (pandémies, criminalité organisée, émeutes, terrorisme notamment) et à des actions hybrides adverses sur le théâtre national. Cela implique aussi la capacité de contribuer aux efforts des armées dans l'hypothèse d'un engagement majeur hors du territoire national. Ce deuxième objectif stratégique implique notamment le réarmement moral de la Nation en faisant des

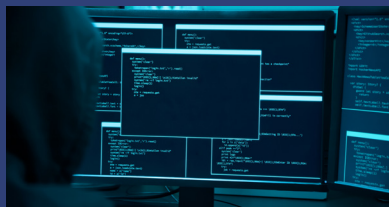
2



citoyens des acteurs de la cohésion et de la résilience en cas de crise majeure. Il concerne la Nation tout entière : pouvoirs publics, citoyens, monde économique, collectivités, associations.

3

Le développement d'une **économie qui se prépare à la guerre** constitue le troisième objectif stratégique. Il s'agit de s'assurer que l'économie et les capacités industrielles et étatiques françaises répondent aux besoins des armées et des forces de sécurité intérieure pour faire face à une guerre majeure extraterritoriale avec des conséquences sur le territoire national. La soutenabilité budgétaire et la souveraineté financière françaises doivent à ce titre être renforcées, notamment grâce à la maîtrise de la dette publique.



La France conserve une résilience cyber qui la place de façon pérenne dans le **premier cercle des puissances cyber**. Outre la poursuite des efforts de prévention et de protection,

ce quatrième objectif se caractérise par la mise en œuvre de stratégies qui doivent permettre de rendre les cyberattaques particulièrement coûteuses pour les attaquants.

4

5

Le lien transatlantique reste essentiel pour la sécurité européenne et celle de la France. Aussi, cinquième objectif, la France **assumera son rôle d'allié fiable au profit de la défense de l'Europe**, en particulier face à la Russie dans le cadre d'un pilier européen renforcé et rééquilibré de l'Alliance atlantique.



En cohérence avec cet engagement, la France a pour sixième objectif de contribuer à un réel changement d'échelle pour le **renforcement des capacités européennes de défense** dans les domaines technologique, capacitaire, opérationnel et en termes de résilience de l'Europe, en particulier au plan énergétique. L'Europe doit être en mesure de défendre ses intérêts et son modèle de façon autonome au besoin.



6

7

La France doit également **approfondir et diversifier ses coopérations internationales**. Il s'agit de développer une nouvelle offre partenariale en Afrique, de consolider notre engagement au Proche et Moyen-Orient, de contribuer à la sûreté des espaces communs et à la stabilité régionale en Méditerranée et en mer Rouge, et de renforcer les coopérations en Indopacifique. L'intégration et la place des territoires ultramarins français seront renforcées à ce titre dans les partenariats régionaux. Enfin, la France poursuivra ses actions pour promouvoir le multilatéralisme.

8

La France entend concentrer ses efforts pour disposer d'une **autonomie d'appréciation et une souveraineté décisionnelle** garanties. Ce huitième objectif stratégique nécessite de renforcer les capacités de renseignement et d'action de l'État. Sur le territoire national, les services de renseignement prendront toute leur part à la réponse aux menaces qui érodent la résilience et la cohésion de la Nation. Le renforcement de l'anticipation ministérielle et interministérielle permettra également de prévenir la survenue d'événements lorsque cela est possible, et d'élaborer des plans selon des scénarios prévisibles. Enfin, le renforcement de la pensée stratégique de la France sera initié et l'intégration des acteurs de la recherche stratégique aux travaux nationaux de défense et de sécurité renforcée.

9

La capacité à **agir dans les champs hybrides (cyberspace, sphère informationnelle, droit et économie, opérations militaires)** constitue le neuvième objectif stratégique. Face à ces



menaces sur ses intérêts, la France doit être en mesure de contraindre ses adversaires, tout particulièrement la Russie, et de les décourager dans la mise en œuvre de leurs stratégies hybrides. L'organisation défensive de l'État ainsi que ses capacités de réponse seront renforcées dans ce but. Elles sont indispensables pour maîtriser l'escalade, notamment dans ces cinq champs prioritaires de l'hybridité.

Dixième objectif stratégique, la France **doit disposer des capacités militaires pour préserver sa liberté d'action et défendre ses intérêts en toute circonstance**. À ce titre, les armées protègent les Français contre les agressions extérieures et participent à leur protection dans l'Hexagone et les outre-mer. Elles démontrent crédibilité et détermination pour gagner la guerre avant la guerre. Elles sont en mesure de s'engager et de l'emporter dans une confrontation de haute intensité qui impliquerait la Nation tout entière. Elles reposent sur un modèle, cohérent et capable de s'adapter plus rapidement que celui de l'adversaire. L'effort de réarmement de la France engagé en 2017 doit se poursuivre et s'accélérer à l'horizon 2030.

# 10



Face à l'accélération des développements scientifiques et technologiques et leur utilisation généralisée par ses compétiteurs et ses adversaires, la France doit disposer d'une **excellence académique, scientifique et technologique** au service de la souveraineté française et européenne. Ce onzième et dernier objectif stratégique est une évolution majeure de l'actualisation de la revue nationale stratégique.

# 11



L'atteinte de l'ambition 2030 dans le contexte décrit passera par une augmentation des budgets pour accélérer le réarmement de la France et pivoter résolument vers une Nation plus résiliente, prête à faire face à une guerre de haute intensité.



Retrouvez l'intégralité de la revue nationale stratégique 2025  
sur le site du SGDSN



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
de la défense  
et de la sécurité nationale**

51, boulevard de La Tour-Maubourg - 75007 Paris  
N 48°51'23,5" E 2°18'43,2"

[www.sgdsn.gouv.fr](http://www.sgdsn.gouv.fr)